

# Et maintenant, un programme de législature svp : la concordance n'est pas un gouvernement de coalition, mais elle doit mieux définir son contenu minimum et occuper le terrain

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 1761

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024517>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## Et maintenant, un programme de législature svp

*La concordance n'est pas un gouvernement de coalition, mais elle doit mieux définir son contenu minimum et occuper le terrain*

Jean-Daniel Delley (20 décembre 2007)

Et si l'on passait à autre chose? Le temps des commentaires sur la (bonne) surprise du 12 décembre touche à sa fin. Car le succès de la législature qui débute exige que le monde politique cesse de tourner autour de la planète B. Et que se mette en place et s'applique une stratégie qui aboutisse à contenir, voire même à affaiblir l'UDC aux élections de 2011. Cette formation, meurtrie et raidie par son échec, croit pouvoir sortir renforcée de cette épreuve en capitalisant plus encore les insatisfactions, les frustrations et le sentiment d'insécurité d'une partie importante de la population. Ces peurs se nourrissent du rythme accéléré de la mondialisation et des déséquilibres politiques et économiques dont souffre la planète. Plus concrètement, elles naissent des incertitudes face à l'avenir – emploi, retraite, sécurité notamment. C'est donc aux sources de ce mal-être que doivent s'attaquer les adversaires de l'UDC s'ils veulent restaurer durablement un régime de concordance, seul capable de générer des solutions crédibles et majoritaires.

Le centre droit et la gauche ne constituent pas une majorité cohérente, comme cherche à le faire croire l'UDC dans sa posture oppositionnelle. Les majorités continueront de varier en fonction des dossiers, comme l'impose la logique des institutions. Mais il est des sujets où les partis

gouvernementaux devront accepter des concessions s'ils veulent marginaliser les conservateurs nationalistes et convaincre une majorité populaire.

En tête de liste, les accords bilatéraux. L'élargissement et la prorogation de la libre circulation des personnes constituent un enjeu de taille. Un isolement de la Suisse aurait des conséquences économiques catastrophiques, en particulier pour l'emploi. Mais pour faire comprendre que les places de travail sont mieux protégées par la libre circulation que par un repli protectionniste, il ne suffira pas de rabâcher des slogans sur la supériorité du marché. Seul le développement des conventions collectives et des mesures d'accompagnement efficaces pourront convaincre les salariés. A cet égard, le patronat du secteur de la construction a donné un signal très négatif en dénonçant la convention nationale de la branche.

Le financement des assurances sociales n'est pas garanti à terme. C'est en tous cas ce que ressent une majorité de la population, en particulier les jeunes générations. Face à une UDC qui privilégie systématiquement les mesures d'économie, la gauche devra lâcher du lest pour rallier à des solutions de compromis un centre droit hésitant. Le financement de l'assurance-invalidité constituera un

premier test de la capacité de la gauche à dépasser le dilemme du tout ou rien.

Criminalité, incivilités et violences ordinaires sont des thèmes au sujet desquels la gauche a trop longtemps fait preuve d'angélisme. Sans tomber dans les généralisations abusives et les campagnes hystériques de l'UDC, il est possible de développer un discours clair plutôt que de fuir dans le déni de réalité (DP 1740).

Les socialistes ont toujours entretenu un rapport ambigu à la défense nationale. Sans en nier la justification, ils peinent à en admettre les moyens, sous la pression leur aile pacifiste. Au cours de la précédente législature, ils ont parfois flirté avec l'UDC pour des motifs parfaitement opposés. Dans ce dossier également la posture du tout ou rien ne servira que l'adversaire réactionnaire et non la cause d'une politique étrangère au service de la paix (DP 1722).

Pour la gauche, s'associer à des solutions de compromis n'équivaut pas à un reniement. Faire connaître ses positions propres et contribuer à résoudre les problèmes ne sont incompatibles. Les électrices et les électeurs savent faire la différence entre les partis qui, sans abandonner leurs convictions, contribuent au compromis et ceux qui, comme l'UDC, se complaisent dans un fondamentalisme stérile.